

l'énergie. Il s'agit là d'un véritable fardeau pour nombre de canadiens, et plus particulièrement pour ceux qui ont des revenus faibles ou fixes et qui doivent faire face aux exigences de notre climat rigoureux et à des frais de distribution élevés. Dans son livre "Global Insecurity", écrit en 1982, Daniel Yergin, de l'Université Harvard, calcule que l'augmentation du prix du pétrole enregistrée par les nations industrielles depuis 1973 a fait doubler les taux de chômage et tripler le rythme de l'inflation. L'économie canadienne a été durement touchée par la politique des prix intérieurs de l'énergie et, si nos files de chômeurs s'allongent, c'est à cause des politiques énergétiques des gouvernements et de l'industrie pétrolière.

Des prix élevés du gaz et du pétrole pourraient se justifier s'ils étaient nécessaires, comme le prétend souvent l'industrie, pour ménager les réserves nationales en prévision des besoins futurs. Malheureusement, pour les Canadiens, il n'en est rien. Comme l'illustre le Tableau 4 ci-joint, les réserves conventionnelles de pétrole brut accessibles ont atteint un sommet en 1969 et ont constamment diminué par la suite. (L'ACP fait état d'une légère augmentation en 1983 en raison des augmentations enregistrées dans la catégorie du pétrole lourd, tout en admettant que les réserves de ce type susceptibles d'être raffinées au Canada ont diminuées de sept pour cent.) Le terrible déclin des 14 dernières années s'est produit en dépit d'une progression inouïe des prix à la sortie du puits, plus de 1000 pour cent, qui ont fait passer le baril de pétrole de 3\$ à 38\$ lorsqu'il a été découvert après 1974. L'argument bien commode qui consiste à dire que l'élasticité des prix entraîne une augmentation de l'offre n'a pas été démontré par les faits. Parallèlement, les fortes augmentations du coût de l'énergie